

## **REVUE DES MÉDIAS**

### **Samedi 5 décembre**

#### **François prêche la paix dans une capitale ravagée**

5 décembre . Life Nouvelle

<http://lifenouvelle.com/francois-pr-che-la-paix-dans-une-capitale-ravag-e-151/>



Les Casques bleus (10.900 hommes) et le contingent militaire français (900) comme la police centrafricaine quadrilleront aussi Bangui lundi, quand le pape se rendra dans l'enclave musulmane du PK-5 où se trouve la mosquée centrale, et dont les abords sont l'objet d'affrontements armés avec les miliciens chrétiens et animistes, les anti-balaka. "La doctoresse m'a dit que les enfants avaient la malaria et étaient mal nourris, et que la plupart allaient mourir".

Le pape a dénoncé dimanche à Bangui "la haine aveugle que le démon déchaîne en Centrafrique", en affirmant que "toutes les communautés souffrent indistinctement" et que Dieu "ne fait pas de différences" entre elles. "L'Afrique m'a surpris, ils ont un sens de l'accueil très grand, ils sont heureux qu'on leur rende visite". Le point fort de son homélie a été l'appel aux Centrafricains à vivre dans le pardon, la prière, la réconciliation, pour sortir la République Centrafricaine de la crise qu'elle traverse et les offrandes que l'Archevêque de Bangui lui a remis. De nombreux Centrafricains de province, Congolais et Camerounais sont attendus dans la capitale de la Centrafrique pour y rencontrer le pape.

La visite du pape a immédiatement fait souffler un vent de liberté sur le quartier. Dans cette cathédrale, le pape a confessé des jeunes jusque tard dans la soirée. Le pape François est arrivé dimanche à Bangui en Centrafrique pour la troisième étape de sa tournée africaine. Les thèmes de la réconciliation et du martyre devraient être aussi présents lors de cette rencontre, où le pape devrait écouter les témoignages d'un ancien enfant-soldat de la sanguinaire rébellion de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et d'une femme victime du sida. © KEYSTONE "Chrétiens et musulmans sont frères et soeurs" © KEYSTONE "Chrétiens et musulmans sont frères et soeurs" © KEYSTONE "Chrétiens et musulmans sont frères et soeurs" © KEYSTONE "Chrétiens et musulmans sont frères et soeurs" © KEYSTONE "Ensemble, nous devons dire non à la haine" a souligné le successeur de Benoît XVI. "Nous savons bien que les derniers événements et les violences qui ont secoué votre pays n'étaient pas fondés sur des motifs proprement religieux". A souligner que protestants, catholiques et musulmans œuvrent au sein d'une plateforme de dialogue interreligieux qui n'a cessé de sillonner le pays (et a même plaidé la cause de la paix à l'ONU) pour inviter chrétiens et musulmans à ne pas transformer leur différend en guerre de religion. Tout un symbole donc que cette porte ouverte pour demander pardon des actions commises et retrouver le chemin de la paix. Life Nouvelle <http://lifenouvelle.com/francois-pr-che-la-paix-dans-une-capitale-ravag-e-151/>

Publié le 5 décembre . par TAKA PARLER

<http://takaparlennews.over-blog.com/.12/centrafrique-le-dernier-quartier-de-bangui-ou-chretiens-et-musulmans-vivent-ensemble.html>



Pélina et Jamila, 4 ans, partagent la même petite table en bois. La première, une croix dorée autour du cou, la seconde, les cheveux recouverts d'un voile rouge. Dans Bangui déchirée par les haines intercommunautaires, l'école mixte de Koudoukou est tout un symbole.

Alors que la crise centrafricaine a débouché sur une chasse aux musulmans dans la capitale, avec des quartiers exclusivement chrétiens et animistes, différentes confessions continuent de cohabiter sur quelques kms carrés, dans l'enclave dite "musulmane" du PK5, encerclée par les milices armées.

Certes, les chrétiens ne sont pas bien nombreux, 2.000, voire 2.500, à partager le quotidien des quelques 12.000 musulmans restés à Bangui malgré le conflit qui a plongé le pays dans le chaos.

Danielle Christiane, une protestante de 30 ans, partage sa tente de fortune avec une famille musulmane dans la cour de la mosquée centrale. La jeune femme dit n'avoir **"aucun problème"**. **"Nous vivons très bien ensemble"** au PK5, assure-t-elle.

Chaque dimanche, catholiques et protestants se retrouvent à la mairie du quartier pour un culte œcuménique. Les églises ont été détruites durant les affrontements entre jeunes musulmans proches de l'ex-rébellion Séléka et milices anti-balaka. Pasteurs et prêtres ont déserté, mais les fidèles, eux, sont encore là pour **"communier ensemble"**.

En revanche, s'aventurer en quartier chrétien n'est pas facile, même pour les non-musulmans: **"les anti-balaka me menacent comme si j'étais une traître, ils me demandent pourquoi je ne pars pas d'ici (...) J'ai peur"**, affirme Danielle.

Il y a quelques semaines, un jeune chrétien "qui a grandi avec nous" est sorti pour acheter de l'essence au quartier Combattant. **"Il a été tué à la machette"**, explique Doukane Ismail, un représentant (musulman) du camp de déplacés lui-même marié à une chrétienne.

Le quartier est bouclé depuis plusieurs semaines: devant chaque issue veille un groupe d'autodéfense musulman, des jeunes armés jusqu'aux dents. De l'autre côté d'un no man's land aux rues en latérite désertes, les anti-balaka, qui portent eux aussi la kalachnikov en bandoulière, ont érigé des barricades qu'il daignent seulement retirer au passage des blindés de la Minusca, la force onusienne de maintien de la paix. Avant de les remettre en place aussitôt.

Si la visite du pape en messager de la paix entre les deux communautés avait quelque peu détendu l'atmosphère durant le week-end, le meurtre d'un jeune musulman mardi a déjà fragilisé la trêve.

**"Nous avons tous intérêt à tourner la page et à permettre la libre circulation de tous, les gens du PK5 sont pris en otage et ils en ont marre"**, prévient l'imam de la mosquée centrale, Tidjani Moussa Naïbi, qui ne cesse de prêcher la tolérance aux côtés de l'archevêque de Bangui, Mgr Nzapalainga.

#### - Médecins mobiles et débrouillardise -

En attendant, le quartier s'organise comme il peut. Dans la cour de la mosquée peinte en vert clair, des dizaines de déplacés se pressent chaque jeudi pour la consultation médicale offerte par Médecins sans frontières (MSF). Faute de pouvoir rejoindre les hôpitaux situés en quartiers chrétiens, ce sont les médecins qui viennent à eux.

**"La plupart souffrent de paludisme, de maladies respiratoires et cutanées à cause de la promiscuité et de mauvaises conditions d'hygiène"**, estime **Monique Diarra**, responsable de la clinique mobile MSF, tandis que les cas les plus graves sont généralement transportés par ambulance jusqu'en ville. Près de 850 familles vivent ici entassées sur des nattes à même le sol, souvent inondé en cette période de fortes pluies.

Au milieu d'un immense terrain boueux, l'école primaire de Koudoukou a rouvert ses portes à l'initiative de l'association des déplacés il y a trois semaines, après être restée fermée durant les violences intercommunautaires qui ont fait plus de 100 morts à Bangui depuis fin septembre.

**"Nous n'avons pas grand chose, pas de cahier, ni d'ardoise, mais nous essayons d'apprendre à lire et à écrire aux enfants, pour qu'ils ne restent pas sans rien faire à la maison"**, explique Aïcha Mahamat, qui fait cours bénévolement à une quarantaine d'enfants en maternelle, dont 15 chrétiens.

A la fin des cours, la jeune femme essaye de faire parler les bambins des événements traumatisants. En vain, la plupart se murent dans le silence. "Ils sont encore petits, mais ils savent", observe **Aïcha**.

Beaucoup sont orphelins, comme Issa Amadou, trois ans et demi, dont le père a été tué par des anti-balaka. Et leurs jeux témoignent à eux seuls de la violence vécue: parfois, **"ils miment quelqu'un qui se fait égorgé"** ou **"le viseur d'une arme"**.

AFP Publié dans [Société](#)

### **Le code électoral révisé pour garantir le bon déroulement du scrutin**

Publié le 5 décembre . par TAKA PARLER

<http://takaparlennews.over-blog.com/.12/le-code-electoral-revise-pour-garantir-le-bon-droulement-du-scrutin.html>



Les Conseillers nationaux ont voté depuis hier matin une loi portant dérogation à certaines dispositions du code électoral en Centrafrique. Ce vote vise spécialement le nombre d'électeurs par bureau de vote et également les photos qui devraient figurer sur la carte d'électeurs. La carte d'électeur doit comporter une photo de son détenteur selon l'article 47 alinéa 2 du code électoral. Cette dérogation a été votée par rapport à la mauvaise qualité des photos prise par les agents de l'Autorité Nationale des Elections ( ANE ). Elle a donc suspendu la carte d'électeur avec photo.

Concernant le nombre d'électeurs tel que prévu par l'article 68 alinéa 4, l'ANE considère qu'il faudra avoir 500 électeurs par bureau de vote au lieu de 250 précédemment inscrit dans le code électoral. L'ANE avance comme raison , la question de la répartition du matériel électoral par bureau de vote. Du côté du Ministère de l'Administration du Territoire , la modification de ces dispositions est une bonne chose pour garantir le bon déroulement des scrutins dont le premier tour est prévu le 27 Décembre. En attendant ces foutues Elections, **je vous invite chers(es) compatriotes de bien vouloir suivre mon regard, vous constaterez que je suis froid.**

**Affaire à suivre ....**

TAKA PARLER Publié dans [Election](#)

### **La campagne du référendum constitutionnel reste inaperçue dans la capitale**

3 décembre . [Judicael Yongo](#)



Malgré le lancement officiel de la campagne pour le référendum constitutionnel en République Centrafricaine par le Ministre de l'Administration du Territoire Modibo Bachir Walidou le 2 décembre, l'engouement reste toujours timide dans les arrondissements de Bangui. Un constat fait ce matin par le RJDH, où à dix jours du vote référendaire, aucune manifestation ni affiches ne sont faites pour la sensibilisation de la population.

Une situation déplorée par le Coordonateur de l'Organisation des Jeunes Leaders pour le Développement(OJLD), Crépin Azouka, dont son organisation a été retenue pour la campagne.

*«La campagne a débuté très timidement avec une intensité de moins de 5%, et l'engouement de la population est très faible pour la simple raison que, la constitution n'est pas encore vulgarisée ni affichée dans les rues de Bangui. A cela s'ajoute, le manque de moyen pour la sensibilisation de la population», a souligné le coordonateur de l'OJLD.*

Il a profité de cette occasion pour lancer un appel aux autorités centrafricaines de leur venir en aide. *«Avec des moyens limités, nous sommes engagés à participer dans le processus électoral en cours dans le cadre des activités d'une caravane dans la ville de Bangui. Nous demandons aux autorités de la transition, aux organisations internationales d'appuyer le mouvement afin de sensibiliser la population centrafricaine sur la nouvelle constitution», a-t-il lancé.*

Le Ministre de l'Administration du Territoire Modibo Bachir Walidou lors d'un point presse tenu le mercredi 02 décembre dernier, a exhorté la population centrafricaine à voter pour le Oui car, cette nouvelle constitution va asseoir le pays sur des bases saines et durables, capables de satisfaire les besoins de ceux qui vont diriger le pays.

La campagne du référendum qui a débuté le 2 décembre va prendre fin le 12 de ce mois. Le vote référendaire est prévu pour le 13 décembre ..

### **Le PUR refuse de participer aux élections groupées à cause de la mauvaise préparation**

4 décembre . [Naïm-Kaélin Zamane](#)

<http://rjdh.org/pur-refuse-de-participer-aux-elections-groupees-a-cause-de-mauvaise-preparation/>



*« Sans sécurité pas d'élections crédibles », professe le président du Parti de l'Unité et de la Reconstruction, PUR, Eddy Symphorien Kparékouti lors de sa rencontre ce jour avec la presse à l'Hôtel Ledger Piazza à Bangui. Les conditions n'étant pas réunies, la RCA se prépare à accueillir des élections imposées et non de sortie de crise comme le souhaite le peuple, constate-t-il en refusant d'être candidat aux prochaines élections.*

*Après des critiques acerbes portées sur le déroulement du processus électoral en République Centrafricaine, le PUR lève l'équivoque sur sa participation aux prochaines consultations populaires. Ces critiques se justifient par l'emploi des termes comme « processus électoral défectueux, le peuple risque d'être déçu, transition échouée, élection douteuse annonciatrice de grands dangers... ».*

Le principal reproche du PUR concerne la sécurité qui selon lui n'est pas assurée sur l'ensemble du territoire national. *« J'en veux pour preuve les événements des 26 septembre et 26 octobre contre lesquelles des réactions concrètes à la hauteur de la crise n'ont pas été données.*

*Aujourd'hui, 20% de notre territoire échappe au contrôle des autorités de la transition et aux forces internationales », dit le président du PUR.*

Le Vice-président du PUR pointe du doigt la liste électorale encore en construction. « *Nous avons inéluctablement vers des élections alors que la liste électorale n'est pas arrêtée* », constate Lambert Mossoa.

Fort de ce qui précède, « *le PUR ne saurait être complice des manœuvres en court pour tromper le peuple. Pour cette raison, nous ne participerons pas aux élections annoncées pour fin décembre prochain* », pensant à la présidentielle et aux législatives. « *Les militants du PUR recevront des consignes de vote* », annonce Kparékouti sans donner plus de détails.

Lors de son message adressé à la nation à l'occasion de la visite du Pape François en Centrafrique, la cheffe de l'Exécutif, Catherine Samba-Panza rassurait la population sur la tenue d'élections crédibles, transparentes et apaisées. « *Aujourd'hui, le peuple centrafricain vit dans l'espérance du retour durable de la sécurité sur toute l'étendue de son territoire, de l'organisation des élections libres, transparentes et démocratiques et au final, d'un retour à l'ordre constitutionnel avec des dirigeants élus qui présideront à sa destinée et assureront son bien-être au quotidien* », a fait savoir Catherine Samba-Panza.

Dans la même logique, la Minusca publiait le 18 novembre dernier le plan de sécurisation des élections en Centrafrique. Elle a annoncé le renforcement de ses effectifs en vue de faire face à la sécurité durant les prochaines élections.

Mais en somme, le dernier rapport produit par le Secrétaire Général des Nations-Unies, Ban Ki-Moon disait des élections qu'elles, « *ne vont pas résoudre les problèmes de la Centrafrique, qu'elles comportent même leurs propres risques, mais qu'il faut y aller coûte que coûte* » (Ndlr : commentaire du rapport par RFI le 04 décembre .).

### **La liste électorale n'est toujours pas affichée dans les communes de Baboua**

Publié le samedi 5 décembre . | **RJDH-Centrafrique**

<http://news.abangui.com/h/40774.html>



L'Autorités Sous-préfectorale des élections (ASPE) éprouve toujours des difficultés à afficher les listes électorales. C'est depuis deux semaines que les agents recenseurs qui n'ont pas été payés, s'opposent à l'affichage de la liste.

Michel Bengue, rapporteur de l'ASPE de Baboua, s'inquiète de cette situation « *le référendum est proche mais les électeurs ne connaissent pas encore leurs positions. C'est le 2 décembre que la liste a été affichée dans les 8 centres de Baboua centre. Ce travail est fait par les membres du comité alors que cela devrait être fait par les agents recenseurs. Ils ont refusé de travailler à cause de leur per diem non payé et sont prêts à endommager la liste* », a-t-il déclare.

Brice Jefferson Yangere, président de l'Autorité sous préfectorale des Elections accuse l'ANE qui, selon lui, n'a pas su résoudre les problèmes des agents recenseurs. « *J'ai adressé une requête mais personne ne réagit alors que le référendum est proche* », regrette –t-il.

« *Environ 35.305 électeurs se sont inscrits mais 11.000 seulement du centre ville de Baboua connaissent leur position aujourd'hui. Nous avons des difficultés à sillonner les 4 autres communes pour afficher la liste* », a expliqué le président de l'ANE locale de Baboua.

**Représentants habiles: fer de lance d'une probable victoire lors du prochain scrutin groupé en RCA**



Sans aucun doute, l'usage des moyens colossaux lors des prochaines campagnes ne suffiront pas pour s'assurer une victoire certaine à la députation ou à la présidence de la République. Mener une bonne campagne est une chose, mais s'assurer de son élection en est une autre. On peut bien « battre » campagne avec des moyens impressionnants mais si on ne surfe pas sur l'habileté de ses représentants dans les bureaux de vote et de dépouillement, il est fort possible que l'on se retrouve nez à nez avec le mur de l'échec électoral. Puisque les bureaux de vote se transforment immédiatement en bureaux de dépouillement dès la clôture du scrutin, il serait souhaitable que les prétendants à la députation ou à la magistrature suprême mettent les bouchées doubles pour maîtriser les méandres de cette mutation.

La positive attitude en matière électorale aurait voulu que les candidats connaissent avec précision la cartographie exacte de tous les électeurs Centrafricains et le nombre réel de tous les bureaux de vote. L'objectif recherché par les candidats à travers une telle démarche serait l'obtention des données fiables sur le fichier électoral du scrutin à venir. Cela permettrait aux candidats de recruter les personnes susceptibles de les représenter valablement dans les bureaux de vote.

De prime abord, ces représentants devront se saisir de tous les interdits émis par le législateur dans le code électoral pour veiller à la régularité du scrutin. On sait par exemple que dans l'article 86 du code électoral, il est stipulé que nul ne peut être autorisé à voter s'il n'est inscrit sur la liste électoral. Nul ne peut-être admis à voter s'il est porteur d'arme quelconque, apparente ou cachée. Il est interdit en outre d'introduire des boissons alcoolisées dans les lieux de vote. Cet article permet certainement aux représentants de chaque candidat de dédoubler de vigilance. Pour la petite parenthèse, la plupart des Centrafricains qui soutiennent corps et âmes certains candidats ne se sont jamais inscrits sur la liste électoral. Alors comment feront-ils pour élire leur poulain ? Comptent-ils sur les électeurs de leurs concurrents pour propulser leur champion dans le fauteuil présidentiel? En tout cas, il est grand temps que chaque candidat ouvre ses yeux de peur de se faire piéger par de faux électeurs d'ici demain. Il suffit juste que chaque candidat passe au peigne fin la liste électoral pour savoir si ses proches collaborateurs du moins ceux et celles, qui jurent en son nom, y figurent. Bref ! Ce n'est qu'une parenthèse. D'après l'article 88 du code électoral : « Le vote par procuration ou par correspondance est interdit ». Ce qui poussera bien évidemment les représentants de chaque candidat à veiller à ce qu'il n'y ait pas de fraude sur le vote par procuration ou par correspondance.

Pour conclure en beauté le scrutin, le législateur rassure dans l'article 96 du code électoral que l'un des exemplaires du procès verbal de chaque bureau de vote doit être remis au représentant de chaque candidat. Autant dire que le législateur a accordé une place non négligeable aux représentants de chaque candidat dans tout le processus du vote.

En somme, les représentants de chaque candidat ont un rôle capital à jouer dans ce processus électoral. Ainsi, chaque candidat devra s'organiser pour que ses représentants soient efficaces le jour du scrutin. Sinon les mots contre les maux ne suffiront pas.

Rodrigue Joseph Prudence MAYTE

## Deux ans après Sangaris, quel état sécuritaire en Centrafrique?

Publié le samedi 5 décembre . | RFI

<http://news.abangui.com/h/40779.html>



Il y a deux ans, l'opération Sangaris était déployée en Centrafrique pour contrer une situation pré-génocidaire. Aujourd'hui, la situation est plus ou moins apaisée, mais près de 900 soldats français sont toujours déployés dans le pays, en force de réserve.

Depuis ., la France désengage petit à petit ses troupes du territoire centrafricain. D'une part, parce que le relai a été passé à la force de l'ONU, la Minusca ; d'autre part parce qu'il faut appuyer les autres opérations françaises notamment dans le Sahel. En Centrafrique, ils sont encore 900 soldats français essentiellement à Bangui. Toutes les bases en province ont été cédées à l'ONU, à l'exception de celle de Sibut.

Une ville stratégique convertie en plate forme logistique qui permet à la force de disposer de carburant et de matériel notamment, dans le centre du pays. Car le mandat de Sangaris est dorénavant d'agir en appui de la Minusca, « *elle qui a maintenant le premier rôle dans la sécurisation du pays* », rappelle le chef d'état-major de Sangaris, le lieutenant-colonel Grégoire.

Il s'agit aussi d'être une force de réaction rapide et efficace en cas de besoin. Notamment grâce aux hélicoptères d'attaque Tigre. Preuve en est début octobre, lors que [Sangaris a stoppé une colonne d'ex-rebelles Séléka au niveau de Sibut](#) justement, alors qu'ils tentaient de rallier la capitale.

### Des sursauts de violences sporadiques à l'approche des élections

« *La force des Nations unies est maintenant déployée depuis un certain temps ; elle a été déclarée pleinement opérationnelle au mois de juillet. Les progrès qui ont été accomplis sont extrêmement significatifs. J'en veux pour preuve [la visite du pape](#) ces derniers jours où il n'y a eu aucun incident majeur à déplorer* », poursuit le chef d'état-major de Sangaris.

Logiquement, l'effectif devrait être abaissé à 600 hommes, mais les violences de fin septembre et [les échéances électorales](#) ont poussé l'état-major à stabiliser les effectifs. 900 soldats français vont donc rester en Centrafrique, au moins jusqu'à la fin du processus électoral. Lors des élections, « *le rôle de Sangari sera exactement le même qu'aujourd'hui, à savoir appuyer la Minusca autant que de besoin. Pour la première fois depuis un certain temps, on va avoir des autorités élues, on va pouvoir sortir de la transition. Ces élections génèrent un espoir majeur chez les Centrafricains qui se sont inscrits en masse sur les listes électorales* », conclut l'officier Grégoire.

Mais si l'ouest du pays connaît une période de calme relatif, [Bangui reste tout de même secouée de soubresauts de violence réguliers](#) et l'est, lui, reste sillonné par des groupes armés. Thierry Dumont, chef de mission de Médecins sans frontières Suisse en Centrafrique, explique et tempère le satisfecit des autorités militaires :

« *Avec ce qui s'est passé [fin septembre et début octobre](#), on ne peut que constater au niveau de Bangui un retour en arrière. On était sur le point de fermer un certain nombre de sites de déplacés et maintenant, on se retrouve avec fin ., des chiffres comparables à ceux qui étaient ceux de fin 2014. Donc ce n'est pas un franc succès de ce côté-là. On a eu entre 40 et 45000 [nouveaux déplacés](#). A l'intérieur du pays, la situation n'est pas non plus excellente. En fait, on a à l'heure actuelle une Centrafrique de l'Ouest, donc le long de la frontière avec le Cameroun en remontant jusqu'au Tchad. A l'ouest, la présence de l'Etat est bien assumée, tandis qu'à l'est, il y a encore beaucoup d'affrontements entre anti-balaka, ex-Seleka, des Peuls, et tout cela bien sûr au détriment de la population civile.* »

## Centrafrique : l'armée française maintiendra ses effectifs au-delà de l'élection

Publié le samedi 5 décembre . | **Centrafrique presse info**

<http://news.abangui.com/h/40776.html>



La France maintiendra ses effectifs militaires en Centrafrique (900 hommes) jusqu'à ce que le futur président élu soit «en mesure d'affirmer son autorité», a déclaré le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian à l'hebdomadaire Jeune Afrique daté du 6 décembre

S'il s'est félicité du processus électoral en cours, le ministre s'est aussi inquiété de tensions récurrentes dans la capitale. «A Bangui, des criminels, plus ou moins manipulés, entretiennent l'insécurité et provoquent en permanence des situations conflictuelles. C'est pour cela que nous avons décidé de ne pas réduire nos effectifs avant que le nouveau président élu soit en mesure d'affirmer son autorité»..

Le premier tour de l'élection présidentielle en Centrafrique est prévu le 27 décembre et un éventuel second tour le 31 janvier.

La France devait initialement ramener les effectifs de l'opération Sangaris à 700 hommes dès l'automne mais avait reporté cette réduction après de nouvelles violences en septembre dans la capitale centrafricaine. M. Le Drian a mis en garde Noureddine Adam, ancien numéro deux de la Séléka (coalition à dominante musulmane), et l'ex-président François Bozizé, tous deux soupçonnés de vouloir se mettre en travers du processus politique en cours. «Comme toujours dans ce genre de situations, il y a des éléments nocifs. Mais ils doivent renoncer à cette logique d'agression permanente. S'ils ne le comprennent pas tout seuls, il faudra le leur faire comprendre», a-t-il averti.

François Bozizé a été renversé en mars 2013 par la Séléka, qui a depuis abandonné le pouvoir sous la pression internationale, après de violents affrontements avec des milices chrétiennes «anti-balaka». La France maintiendra ses effectifs militaires en Centrafrique (900 hommes) jusqu'à ce que le futur président élu soit «en mesure d'affirmer son autorité», a déclaré le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian à l'hebdomadaire Jeune Afrique daté du 6 décembre

S'il s'est félicité du processus électoral en cours, le ministre s'est aussi inquiété de tensions récurrentes dans la capitale. «A Bangui, des criminels, plus ou moins manipulés, entretiennent l'insécurité et provoquent en permanence des situations conflictuelles. C'est pour cela que nous avons décidé de ne pas réduire nos effectifs avant que le nouveau président élu soit en mesure d'affirmer son autorité»..

Le premier tour de l'élection présidentielle en Centrafrique est prévu le 27 décembre et un éventuel second tour le 31 janvier.

La France devait initialement ramener les effectifs de l'opération Sangaris à 700 hommes dès l'automne mais avait reporté cette réduction après de nouvelles violences en septembre dans la capitale centrafricaine. M. Le Drian a mis en garde Noureddine Adam, ancien numéro deux de la Séléka (coalition à dominante musulmane), et l'ex-président François Bozizé, tous deux soupçonnés de vouloir se mettre en travers du processus politique en cours. «Comme toujours dans ce genre de situations, il y a des éléments nocifs. Mais ils doivent renoncer à cette logique d'agression permanente. S'ils ne le comprennent pas tout seuls, il faudra le leur faire comprendre», a-t-il averti.

François Bozizé a été renversé en mars 2013 par la Séléka, qui a depuis abandonné le pouvoir sous la pression internationale, après de violents affrontements avec des milices chrétiennes «anti-balaka».